

autant de pugnacité ce soir. Selon des sources indépendantes, quelques unités légères du mouvement rebelle seraient parvenues à contourner cette place forte par les collines environnantes et à s'infiltrer jusqu'aux abords de la capitale. Mais ce sont des sources indépendantes qui n'ont pas encore pu être vérifiées. Et même si de telles informations se vérifient dans les heures qui viennent, cela ne voudra pas dire pour autant que ces colonnes légères démunies de grosses pièces d'artillerie seront capables de prendre la capitale. Il faut donc rester extrêmement prudent ce soir car tout peut arriver d'un côté comme de l'autre. »

P : Le FPR annonce depuis Kampala que ses renforts de troupes ont atteint les faubourgs de Kigali et que ses renforts sont prêts à lancer l'assaut sur la capitale. Une information qui demande bien sûr à être confirmée comme nous le disait Christophe Boisbouvier... Les évêques du Rwanda réunis actuellement à Rome ont promis leur soutien au nouveau gouvernement pour faciliter le retour à la paix et les négociations avec le FPR. Malgré tous ces appels, rien ne semble pouvoir enrayer combats et massacres. La Croix rouge internationale espère quand même pouvoir renforcer ses effectifs à Kigali mais elle craint que le travail de ses employés soit de plus en plus difficile dans la capitale.

Itw de Daniel Augsberger (?), délégué du CICR (Ghislaine Dupont) :

« Depuis ce soir, la situation s'est fortement détériorée. C'est l'occasion de faire ici un appel à tous les Rwandais de respecter l'action de la Croix rouge pour permettre à ses agents de pouvoir travailler. Nous nous efforçons d'assister toutes les populations civiles... La situation est extrêmement préoccupante aujourd'hui à Kigali, où le nombre de blessés ne se comptent plus, où le nombre de morts ne se comptent plus. Malheureusement, depuis quelques heures, notre travail devient extrêmement difficile. Il convient de rappeler la nécessité de respecter la neutralité des délégués du CICR qui travaillent à évacuer les nombreux blessés en ville.

(Q. de G. D. : Est-ce que le CICR a déjà décidé de laisser quoi qu'il arrive ses équipes sur place ?)

Si nécessaire, nous allons rappeler tous les délégués au siège du CICR à Kigali. Et si la situation devait bien sûr encore empirer, on devrait considérer d'autres mesures. Mais pour le moment, non seulement le CICR ne se retire pas, mais augmente son personnel, vu que nous avons à cette heure-ci cinq médicaux qui sont en train de voler sur Bujumbura et arriveront dans la matinée à Kigali si les routes sont toujours ouvertes. »

P : ...Ce n'est pas le cas d'AICF¹ qui évacue provisoirement son personnel. L'AICF dénonce les atrocités et le cauchemar vécu par les habitants de Kigali, qui menacent selon elle de s'étendre à l'ensemble du pays. Dans la capitale, un journaliste de l'AFP a vu des militaires achever à la baïonnette deux adolescents qui étaient soignés à l'hôpital central. Les exactions se poursuivent donc parallèlement aux combats. Un

¹ AICF : Association internationale contre la faim

comité de défense des droits de l'homme rwandais, le CDDR, affirme de son côté que les assassinats sélectifs se sont étendus dans le sud-ouest du Rwanda. Pendant ce temps, les évacuations d'étrangers semblent toucher à leur terme, sauf pour les ressortissants belges.

Direct avec Jean Hélène de Kigali :

(Q. de P. G. : Quelle est la situation précisément à l'aéroport ?)

Oui Pascal. Pour atteindre l'aéroport, les convois d'évacuation doivent contourner la zone des combats près de l'ancien Parlement, suivre une mauvaise piste sur plusieurs kilomètres avant d'atteindre l'aérogare. Dans les faubourgs traversés, quelques traces de pillage, quelques cadavres dans les fossés et la population qui salue avec chaleur les soldats français qui escortent les convois. Sur la colline d'en face, le quartier Remera, où s'affrontent depuis cinq jours l'armée rwandaise et les anciens rebelles du FPR. Ce soir, un obus n'est pas tombé loin de la piste d'atterrissage et les évacuations se poursuivent au son du canon. Dans les ambassades, on fait les comptes. Il reste une quarantaine de Français au Rwanda, dont quelques religieux qui souhaitent rester. Sur les 1 500 personnes que compte la communauté belge, 250 ont déjà été évacuées. Le plus délicat sera d'aller récupérer les quelques 700 Belges vivant à l'intérieur dans les collines. Ce sera la tâche des 800 soldats arrivés dimanche de Bruxelles avec un impressionnant matériel logistique. Au total, sur près de 3 000 résidents étrangers, 630 ont déjà quitté le Rwanda par avion, auquel il faut ajouter un nombre indéterminé de départs par la route vers le Burundi. Pascal ? »

P : Oui Jean Hélène bien sûr nous vous retrouverons dans nos prochaines éditions pour évoquer l'évolution de la situation...

- Journaux Afrique du 12 avril 94 (1994 JAF 0102)

525/ Afrique matin (1994 JAF 0102 A)

P = Philippe Leymarie

T = ... Le FPR affirme que ses troupes sont prêtes à lancer l'assaut sur Kigali. Les évêques catholiques promettent leur soutien au nouveau gouvernement. Un pont aérien et civil continue d'évacuer les étrangers du pays.

Corr. de Christophe Boisbouvier de Kigali :

«Les officiers de l'Onu, le général Dallaire en tête, font des prodiges. Ils assurent une navette entre Kigali et le quartier général rebelle de Mulindi. Ils parviennent même quelquefois à faire cesser le tir dans Kigali. Hier, par exemple, quand l'un des leurs a été pris entre deux feux, entre les soldats gouvernementaux et la poche des 600 rebelles encerclés. Pourtant, ils ne parviennent toujours pas à faire signer un cessez le feu par les deux parties. Il faut dire que les rebelles du nord du pays semblent décider à descendre le plus vite possible vers la capitale pour essayer de faire leur jonction avec la fameuse poche qui résiste depuis cinq jours au moyen d'une forte artillerie. D'après plusieurs témoignages, l'armée gouvernementale, qui s'était formée en hérisson autour de Byumba, aurait plutôt bien résisté aux premières attaques rebelles de vendredi et samedi derniers. Difficile de savoir si elle résiste aujourd'hui avec la même pugnacité ou non. »

P : Hier encore il y a eu des exactions à Kigali, où la peur continue de régner...

Itw de Daniel Augsberger (?), délégué du CICR (Ghislaine Dupont) :

Diffusée la veille au soir

Extrait diffusé :

«La situation s'est fortement détériorée. C'est l'occasion de faire ici un appel à tous les Rwandais de respecter l'action de la Croix rouge pour permettre à ses agents de pouvoir travailler. Nous nous efforçons d'assister toutes les populations civiles...La situation est extrêmement préoccupante à Kigali, où le nombre de blessés ne se comptent plus, où le nombre de morts ne se comptent plus. Malheureusement notre travail devient extrêmement difficile. Il convient de rappeler la nécessité de respecter la neutralité des délégués du CICR qui travaillent à évacuer les nombreux blessés en ville.

Mais pour le moment, non seulement le CICR ne se retire pas, mais augmente son personnel, vu que nous avons à cette heure-ci cinq médicaux qui sont en train de voler sur Bujumbura et arriveront dans la matinée à Kigali si les routes sont toujours ouvertes. »

P : Oui donc la matinée d'aujourd'hui. En revanche, d'autres ONG se retirent comme la fédération des Croix rouges mais si elle reste en position en Tanzanie, au Zaïre et au Burundi... L'AICF retire également ses expatriés et les positionnent à Bujumbura provisoirement... On semble d'ailleurs s'inquiéter beaucoup à Bruxelles de l'animosité manifestée de manière générale dans certains milieux rwandais contre les Belges. Les autorités dans ce pays devront prendre en tout cas des décisions prochainement sur le retour éventuel de leurs militaires. Ils se posent aussi des questions sur le maintien de leur contingent sous les couleurs des Nations unies au Rwanda. En France également, on s'interroge sur la mission à confier aux unités présentes actuellement à Kigali ou sur leur retrait.

Pap. de Thierry Perret :

«Après l'évacuation des étrangers, que va-t-il se passer au Rwanda ? Question provisoirement écartée devant l'urgence de la mission de protection de ses ressortissants ne reçoit du gouvernement français que des réponses évasives et pour tout dire embarrassées. La mission militaire ayant été définie comme strictement humanitaire, il serait logique que l'on se retire dès que l'évacuation est achevée. Toutefois, les Français pourraient rester encore un peu pour venir en appui de l'opération d'évacuation des Belges, qui s'annonce plus longue. Au-delà la tendance à Paris, où l'on semble peu soucieux de servir de tampon entre les factions en conflit est de passer le relais aux Nations unies et éventuellement aux Africains eux-mêmes pour trouver une solution politique. Il y a fort à parier qu'en fait de solution politique, on s'achemine vers une guerre ouverte entre gouvernementaux et FPR, sachant surtout que l'essentiel de la classe politique modérée qui pouvait garantir un compromis a été massacré. Devant les risques de « somalisation » du Rwanda et de contamination vers le Burundi voisin, on ne cache pas à Paris que les Nations unies ne semblent guère armées pour contrôler l'évolution en cours, pas plus que les Africains prêts à s'impliquer qui manquent cruellement de moyens. L'heure est donc à la perplexité. »

526/ Afrique midi (1994 JAF 0102 C) - 12 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Des scènes de panique à Kigali, où on attend, semble-t-il, l'assaut final. Les rebelles du FPR sont désormais dans les faubourgs de la ville. Le gouvernement intérimaire a fui vers le sud et avec lui des milliers de civils. L'ambassade de France a été évacuée à la hâte aux premières heures de la matinée.

P : Les combats qui se déroulent autour de Kigali sont sans doute décisifs...

Corr. de Jean Hélène de Kigali (en ville) :

«Ce matin, à 9 h, heure locale, un dernier convoi à quitter l'ambassade française avec la cinquantaine de Rwandais qui y avaient trouvé refuge. Les camions qui les transportaient étaient totalement bâchés pour éviter les incidents avec la population sur le chemin de l'aéroport. L'ambassadeur français avait quitté la mission à l'aube. Les portes des bâtiments sont restées grandes ouvertes. Manifestement, on avait quitté les lieux à la hâte. A l'heure qu'il est, l'ambassade est peut être en train d'être pillée. Une heure plus tard, c'est le gouvernement rwandais qui évacue l'hôtel des Diplomates où il siégeait depuis trois jours. Ce départ a créé un début de panique dans la ville. Beaucoup de voitures remplies de civils quittent la ville précipitamment. Les soldats belges ont encore récupérés 14 Rwandais réfugiés au centre culturel français. D'autres nationaux cédant à la peur affrètent des voitures et se font escortés par des militaires pour fuir dans les faubourgs vers le sud. D'après un observateur des Nations unies, des unités de militaires rwandais montent vers le front mais ici, à Kigali, la canonnade s'est nettement rapprochée. »

Direct avec Christophe Boisbouvier de l'aéroport de Kigali :

(Q. de D. le D. : Alors où en est-on en ce moment sur le plan militaire ?)

Il semble que les rebelles soient très près de s'emparer de la capitale. En effet, pendant la nuit, ils ont réussi une belle opération stratégique, si l'on peut dire, puisqu'ils ont réussi à contourner la capitale par les collines environnantes et qu'ils ont réussi à attaquer par le sud, c'est-à-dire par un endroit où personne ne les attendait... Du coup, cela a provoqué un peu de panique du côté des responsables des évacuations, puisqu'ils menaçaient la route par laquelle partaient les ressortissants étrangers entre la ville et l'aéroport. C'est sans doute une des raisons pour laquelle l'ambassadeur de France et le personnel diplomatique sont partis très tôt ce matin vers 7h30... Les rebelles ont semble-t-il poursuivi leur avance, à la fois sur cet axe sud et sur l'axe nord, en provenance d'une localité qu'ils avaient prise la nuit dernière à 7 km de la ville et qui s'appelle Kagugu. Du coup, ils semblent faire la jonction avec la fameuse poche de résistance qu'il y avait dans Kigali depuis six jours. On ne voit pas très bien maintenant comment les FAR vont être en mesure de leur résister. Il restait deux bataillons opérationnels semble-t-il ce matin. Peuvent-ils encore résister alors qu'à priori c'est la débandade générale avec le gouvernement et beaucoup de militaires partis vers le sud ? Cela semble peu probable. Quand l'un des commandants de ces bataillons est venu voir des militaires français à l'aéroport en fin de matinée ici à Kigali et quand un officier français lui a proposé des rations de survie, il a répondu : « Ecoutez, ce n'est pas la peine, je crois que ce soir je serai mort. Voilà à peu près la situation, Donaig, ce midi, à 14 h, heure de Kigali, depuis l'aéroport de Kigali où je me trouve actuellement. »

P : Cette journée sera sans doute cruciale. L'un des porte-paroles du FPR, Christine Umutoni, affirmait tout à l'heure depuis Kampala que les troupes rebelles étaient à portée de vue de l'endroit où se trouve depuis six jours le bataillon de 600 hommes à l'intérieur de la ville... Par ailleurs, 8 000 personnes environ viennent d'arriver au Zaïre, des réfugiés qui ont fui le Rwanda mais aussi le Burundi par crainte d'une extension de la crise.

527/ Afrique soir (1994 JAF 0102 D) - 12 avril 1994

P = Edmond Sadaka

T = Les forces rebelles ont continué d'avancer aujourd'hui sur Kigali et auraient opéré la jonction entre la poche FPR, entre Kigali et l'aéroport. Les combats ont été particulièrement violents ce mardi. La plupart des étrangers ont quitté le pays.

Corr. de Christophe Boisbouvier de Kigali :

« A la tombée de la nuit, les forces rwandaises résistaient toujours... Selon les toutes dernières informations ici, il semble que les rebelles venus du nord auraient réussi à faire leur jonction. C'est encore à mettre au conditionnel. Pour la première fois ce soir, nous avons entendu des tirs de lance-roquettes multiples. C'est dire l'âpreté des combats. Et je vous le dis encore une fois, la résistance des FAR ou de quelques-uns de leurs bataillons qui n'ont pas encore décidé de se rendre. Côté occidental, il n'y a plus un seul soldat français en ville depuis l'évacuation de l'ambassade de France ce matin. Quelques unités belges sont encore sur deux ou trois positions, le temps d'évacuer les derniers étrangers. Reste l'aéroport où sont déployés encore 500 Belges et 350 Français. Le FPR vient de leur faire savoir, via les Nations unies, qu'ils avaient encore trois jours pour finir les évacuations et quitter les lieux.

(Q. d'E. S. : Alors Christophe Boisbouvier, on a véritablement vécu une journée folle à Kigali aujourd'hui.)

Absolument, une journée complètement folle. 6 h, 6h et demi, ce matin, les rebelles arrivaient par le sud de la ville... Ils avaient réussi à contourner la ville par les collines environnantes qui sont boisées. Un peu une tactique vietcong, quelque part ailleurs en Asie... Ils ont surpris tout le monde. Du coup, c'est l'une des raisons pour lesquelles l'ambassade de France a dû être évacuée certainement... Quelques heures plus tard, c'est le gouvernement intérimaire, qui avait été mis en place samedi, qui s'est installé à l'hôtel des Diplomates, qui quittait les lieux dans un désordre indescriptible, toutes les voitures étaient bonnes à prendre, et qui partait vers le sud semble-t-il... »

P : Christophe Boisbouvier, un de nos envoyés spéciaux à Kigali, joint il y a une demi-heure... Le FPR se trouve donc pratiquement ce soir à Kigali. Alors quels sont les scénarios envisageables, quelles sont les intentions du FPR ?

Pap. de Dominique de Courcelles :

« Le premier but du FPR, il l'a dit et redit tout au long de ces jours derniers, ce n'est pas de prendre le pouvoir mais le contrôle du pays pour d'abord arrêter les massacres et rétablir l'ordre public. Ensuite, entamer des négociations avec les autres partis d'opposition mais aussi avec l'ex-parti unique de feu le président Habyarimana. Cela dans le but de mettre sur pied un gouvernement provisoire élargi comme c'était prévu par les accords de paix d'Arusha d'août dernier, en attendant les premières vraies élections démocratiques de 95. Pour ce qui est de rétablir l'ordre,

deux scénarios sont possibles : ou l'armée a déjà fui Kigali dans la panique générale et la tâche sera relativement facile faute de combattants ou alors elle est bien décidée à résister avec à ses côtés la terrible Garde présidentielle et les combats peuvent être durs. En tout cas, sur sa radio, le FPR appelle quotidiennement les militaires à se désolidariser de la Garde présidentielle et il est fort possible, si cela n'est déjà fait, qu'une fraction certaine de l'armée les rejoigne. Pour ce qui est des négociations politiques, elles ne se feront sûrement pas avec le gouvernement. Une clique de meurtriers, a déclaré le commandant en chef du FPR. Lui reste donc à battre le rappel des politiques modérés pour peu qu'il en reste, bien sûr, après l'acharnement de la Garde présidentielle à leur rencontre. »

- Journaux Afrique du 13 avril 94 (1994 JAF 0103)

528/ Afrique matin (1994 JAF 0103 A)

P = Philippe Leymarie

T = Reprise des combats au lever du jour à Kigali. Ils semblent se rapprocher du centre ville. Des dizaines de milliers de personnes ont pris la fuite hier, de même que le gouvernement intérimaire et les diplomates occidentaux. La France a retiré un tiers de ses effectifs militaires, le reste pourrait se replier dès aujourd'hui.

P : ... Les communications sont coupées actuellement avec Kigali. Dernier contact au milieu de la nuit avec l'un de nos envoyés spéciaux, Christophe Boisbouvier.

Corr. de Christophe Boisbouvier de Kigali :

«Comme les autres jours, la canonnade s'est tue à la tombée de la nuit. Mais cela ne signifie pas que les rebelles du FPR restent inactifs. Les nuits précédentes, ils ont profité de l'obscurité pour s'infiltrer par les collines boisées et pour attaquer par surprise au sud de la capitale. Alors, ce matin, les derniers bataillons des FAR qui résistent dans la cuvette de Kigali doivent redouter de nouvelles attaques surprises. D'autant que les rebelles venus du nord auraient fait leur jonction avec ceux qui tenaient une poche depuis six jours entre la ville et l'aéroport. La journée d'hier a été complètement folle... De l'autre côté, la résistance de quelques bataillons des FAR, qui tenaient toujours hier soir le gros de la ville avec leur puissante artillerie. Mais il est certain que le départ hier de l'ambassadeur de France n'a pas été de nature à rassurer les dernières forces régulières. Reste aujourd'hui sur l'aéroport 500 Belges et 350 Français.»

P : Hier en procédant au retrait d'une compagnie d'infanterie de 150 hommes, le gouvernement français a voulu, dit-il, que son intervention au Rwanda se limite

strictement à l'évacuation des ressortissants dont la vie est en danger. Une opération baptisée Amaryllis qui, indique le ministère de la Défense, arrive dans sa phase terminale. Les rebelles ont fait savoir qu'ils investiraient Kigali dès que ces troupes étrangères se seront entièrement retirées de la capitale. Alors quelle est la stratégie du FPR ?

Pap. de Dominique de Courcelles :

Diffusé la veille au soir

P : A noter que les cinq enfants du Premier ministre rwandais qui avait été assassiné jeudi dernier sont arrivés en Suisse. Ils avaient transité par Paris. Du côté des ONG belges qui ont évacué comme les autres l'ensemble de leurs expatriés, on voudrait tout de même continuer à manifester de la solidarité avec la population rwandaise.

Itw d'Etienne Von Parijs (Ghislaine Dupont) :

« Notre regroupement tient à marquer sa solidarité avec le peuple rwandais, qui est la première victime des troubles... Et en particulier, beaucoup de nos partenaires et de responsables d'organisations rwandaises ont payé un lourd tribut. Des ONG belges ont perdu aussi trois de leurs coopérants dans les troubles...

(Q. de G. D. : Maintenant que tous les coopérants belges sont évacués du Rwanda, comment concevez-vous d'aider encore le peuple rwandais ?)

D'abord, nous voulons appuyer toute demande de protection des responsables rwandais sur le terrain qui ont peur pour leur vie, pour leur engagement. Nous voulons que la communauté internationale soit éveillée à ce problème et propose des solutions. »

529/ Afrique midi (1994 JAF 0103 C) - 13 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Les rebelles du FPR venus du nord du pays ont réussi à faire la jonction avec leur bataillon qui se trouvait en ville à Kigali. Des combats violents ce matin pendant plus de quatre heures. Le gouvernement intérimaire qui a fui la capitale propose une trêve mais le FPR refuse cette idée.

Corr. de Christophe Boisbouvier de l'aéroport de Kigali :

« Ce midi, dans la vallée de Kigali, le bataillon paracommando du major Tabakunze (?) essaye toujours de résister à la progression des troupes FPR de Paul Kagame. Mais l'étau du FPR se resserre autour de la ville. Et c'est confirmé ce midi. Les forces rebelles venues à la fois du nord et du sud ont réussi à faire leur jonction... Cette jonction a deux conséquences. Tout d'abord, elle coupe les FAR en deux, une partie

sur la ville et l'autre sur l'aéroport. Et par ailleurs, elle coupe également la route d'évacuation des étrangers entre la ville et l'aéroport. Cela dit, il semble tout de même que les derniers convois belges qui vont chercher les derniers ressortissants étrangers à Kigali puissent revenir à l'aéroport sans trop de problèmes. Quant aux soldats français, ils pourraient tous avoir quitté le Rwanda avant la fin de la journée. Après trois ans de présence militaire française plus ou moins active au Rwanda, c'est une page qui se tourne. »

P : ...Jean Hélène a lui passé cette matinée en ville à Kigali. Il nous fait le point de la situation.

Corr. de Jean Hélène de Kigali (en ville) :

« Après quatre heures de violents combats...le feu s'est à nouveau apaisé au moment où on apprenait que le représentant des Nations unies au Rwanda, M. Booh Booh, s'entretenait avec des responsables du FPR. A l'heure qu'il est, si les rues sont toujours vides de véhicules civils, les gens sont sortis sur le pas de leur porte. Les miliciens veillent sur des barrages plus nombreux. Ils vérifient l'identité de chaque passant noir. La radio a annoncé qu'il y avait des éléments du FPR infiltrés dans la ville et la population les cherche. Le CICR pour sa part, qui attend un convoi de vingt tonnes de matériels et une équipe chirurgicale, a distribué des vivres ce matin à Kigali. Sur l'esplanade de l'Eglise de la Sainte-Famille, près de 2 000 personnes sont rassemblées. Ces gens habitent Gisozi et Kasiru. Ils ont fui les combats. Ils ont vu arriver les Inkontanyi, les combattants du FPR. Ils tuent les gens, dit Jean Bosco Karemba, un agriculteur qui est là depuis trois jours sans rien manger. Il a perdu de vue sa famille. Le CICR distribuera aujourd'hui près de vingt tonnes sur des sites de déplacés désignés par les bourgmestres des communes. »

P : Un communiqué de l'état major de l'armée régulière proposait ce matin aux rebelles du FPR une trêve qui serait entrer en vigueur à midi. L'état major du FPR que nous avons réussi à joindre refuse toute idée de cessez le feu. Muriel Pomponne a demandé à l'un des officiers du FPR qui se trouve à Mulindi s'il était envisageable que les Nations unies entame une médiation entre les deux parties.

Itw du major Théogène Rudasingwa du FPR (Muriel Pomponne) - trad. en surimpression par Olivier Da Lage. :

«Que cela soit très clair. Les contacts que nous avons avec les Nations unies n'ont rien à voir avec un cessez le feu général ou avec des négociations menant à la formation d'un gouvernement de transition. Ces contacts consistent seulement à voir comment les deux côtés peuvent assurer un minimum de sécurité pendant le processus d'évacuation mené par les Français et les Belges.

(Q. traduite par O. D. L. : Mais vous ne voulez pas qu'ils servent de médiateur avec les forces fidèles à l'ancien régime ?)

Ca n'aurait vraiment aucun sens pour quiconque de se présenter pour ce genre de médiation car notre position est très claire. Nous ne voulons absolument pas dialoguer avec ces criminels. »

P : ...Dès hier, nos envoyés spéciaux nous décrivaient l'exode de milliers de Hutus qui fuyaient Kigali par peur de l'avancée des troupes du FPR. Les organisations humanitaires sont réunies en urgence à Genève pour coordonner l'aide à apporter à toutes ces personnes déplacées.

Itw de Chritiane Berthiaume, porte-parole du HCR (Any Bourrier) :

«On a prévu tous les scénarios et dont le pire, un afflux massif de réfugiés...On a envoyé sur place des équipes de sécurité pour qu'ils se rendent à la frontière avec le Rwanda pour voir comment nous pourrions faire une opération transfrontalière parce que nous avons des réfugiés burundais au Rwanda, dont la situation est très précaire...Il devait y avoir une distribution de nourritures dans les camps de réfugiés le jour où l'avion avec les deux présidents a été attaqué. »

P : Le HCR estime que le conflit a provoqué directement le déplacement de 10 000 personnes...Plusieurs milliers de Rwandais ont fui en direction de la frontière avec le Zaïre...

530/ Afrique soir (1994 JAF 0103 D) - 13 avril 1994

P = Edmond Sadaka

T = La bataille pour la prise de Kigali se poursuit. Les rebelles du FPR confirment leur avancée mais ils ne seraient toujours pas parvenus à prendre le contrôle de la ville. Les derniers militaires français, une cinquantaine, s'appêtent à quitter le pays ce soir.

Corr. de Christophe Boisbouvier de Kigali :

« Dans la cuvette de Kigali, les FAR sont maintenant coupées en deux, autour de l'aéroport et autour de la présidence dans le centre ville, où elles disposeraient encore de mortiers et d'automitrailleuses légères. Ce matin, un sous officier du bataillon paracommando nous disait qu'ils étaient prêts à se battre jusqu'au bout. Mais indéniablement, les rebelles du stratège militaire Paul Kagame ont le vent en poupe. On ne voit pas ce qui pourrait les arrêter. Sinon peut être une résistance de certains civils qui constituent des barrages en ville. Du côté des Occidentaux, les évacuations sont presque terminées. Du coup, il ne restera plus à partir de ce soir qu'une cinquantaine de soldats français sur l'aéroport. Ils partiront sans doute en même temps que les 700 soldats belges. Les deux belligérants leur ont sifflé le même ultimatum négocié par les Nations unies : départ de toutes les troupes françaises et

belges avant demain soir 19h. Après il ne restera plus que les casques bleus des Nations unies. »

P : Le FPR a annoncé cette après-midi qu'il contrôlait désormais quatre points stratégiques à Kigali après la jonction de ses troupes en provenance du nord avec le bataillon stationné dans la capitale. Et sur place à Kigali, les résistants hutus s'organisent face à la progression du FPR. Aux massacres des premiers jours qui ont sans doute fait plus de 10 000 morts selon le HCR, à ces massacres a succédé une autre forme de chasse à l'homme.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Dans le quartier résidentiel de Rugenge, les barrages de miliciens se multiplient depuis 48 heures. Une grosse branche en travers de la route et une dizaine de jeunes gens armés parfois accompagnés par des militaires. Ils arrêtent les passants, les voitures et contrôlent l'identité de chaque Africain. Pourquoi ces barrages ? Un homme qui tient deux grenades offensives dans ses mains s'explique : « Nous recherchons les rebelles du FPR qui se sont infiltrés en ville. Quand on les trouve, on les tue sur place. » Effectivement, en repassant au même endroit quelques vingt minutes plus tard, on aperçoit trois cadavres sur le bord du trottoir. Après les massacres, c'est une sorte de défense populaire contre l'ennemi qui s'organise en ce moment à Kigali. Mais la situation tendue sur le front militaire et la méfiance ambiante font qu'un civil un peu trop suspect ou tout simplement soupçonné d'être Tutsi sera immédiatement abattu. Derrière le mur d'une résidence voisine de l'ambassade de France, deux jeunes absolument terrorisés nous appellent à voix basse. « Les militaires fouillent la maison, aidez-nous. » Que faire ? S'ils sont arrêtés à un contrôle, nous serons accusés de collaborer avec l'ennemi. Actuellement à Kigali, cela ne pardonne pas. »

Itw de Chritiane Berthiaume, porte-parole du HCR (Any Bourrier) :

Diffusée à midi

P : Et puis cette déclaration cet après-midi du ministre français de la Coopération Michel Roussin devant l'Assemblée nationale : « La communauté internationale se doit de nous relayer. L'Onu doit rapprocher les différents partis et permettre un cessez le feu. »

Extrait de l'intervention de Michel Roussin devant l'Assemblée nationale :

« Nous ne sommes pas restés les bras croisés, je vous rassure. Et même si nous nous sommes aperçus les uns et les autres que les 2 500 casques bleus avaient eu besoin du renfort rapide de 500 parachutistes pour évacuer plus de 1500 personnes, et bien sachez que le Premier ministre a demandé aujourd'hui au ministre des Affaires étrangères de bien rappeler à l'Onu son rôle. Car nous ne pouvons pas être le

gendarme de l'Afrique. La communauté internationale se doit de nous relayer. L'Onu doit maintenant rapprocher les différents partis et amener les protagonistes à cesser le feu. Et si la France est sollicitée, et bien une nouvelle fois, la France répondra oui.»

P : Michel Roussin qui a par ailleurs confirmé aujourd'hui la mort de deux gendarmes français et de l'épouse de l'un d'eux au cours des événements de ces derniers jours à Kigali. Les corps de ces trois Français ont été retrouvés hier sous une couche de terre dans la cour de leur maison dans la capitale rwandaise.

- Journaux Afrique du 14 avril 94 (1994 JAF 0104)

531/ Afrique matin (1994 JAF 0104 A)

P = Danielle Lefèvre

T = L'Onu annonce une rencontre aujourd'hui à Kigali entre le FPR et le gouvernement provisoire. Le FP qui n'a pas encore pris le contrôle total de la capitale.

P : Après la semaine sanglante qui a suivi la mort violente du président Habyarimana et la nouvelle montée de haine entre les Hutus et les Tutsis, et déjà des milliers de morts, peut être, je dis bien peut être, un premier signal optimiste. C'est en tout cas l'impression du président du Conseil de sécurité de l'Onu après l'annonce hier soir par les Nations unies justement d'une rencontre aujourd'hui même à Kigali entre représentants du FPR et délégués du gouvernement provisoire.

Direct avec Jean Hélène de Kigali :

(Q. de D. L. : Que dit-on de cette annonce de l'Onu ce matin dans la capitale ?)

La première réaction a été celle du général Roméo Dallaire, qui ne ménage aucun effort depuis une semaine, pour tenter de ramener le gouvernement intérimaire et le FPR à la table des négociations. Il a quand même précisé qu'il ne s'agit pas de pourparlers en vue d'un cessez le feu. C'est essentiellement d'après lui une occasion pour les deux parties de se parler face à face. Cette annonce de rencontre a quand même été qualifiée sur la radio nationale par des officiels rwandais de « première lueur d'espoir ». Il faut noter que le FPR, qui ne reconnaît pas ce gouvernement, a tout de même accepté de le rencontrer.

(Q. de D. L. : Justement, est-ce que la résistance des forces gouvernementales hier et aussi celle des milices populaires qui ont peut être empêché le FPR de prendre le contrôle total de Kigali. Est-ce que cette résistance a pu avoir un rôle à jouer dans la décision du FPR d'aller au dialogue ?)

Oui en effet c'est très possible. On a vu, constaté qu'il y avait une résistance malgré les rumeurs qui parlaient de débandade de l'armée rwandaise. C'est peut être une résistance imprévue pour le FPR qui a été obligé de réviser sa position. Il est possible aussi qu'il accepte de parler au gouvernement qu'il ne reconnaît pas soit le fait d'une forte pression des Nations unies. C'est aussi possible. Maintenant dans la ville, il y a une sorte de défense, de défense populaire qui s'organise pour chasser les infiltrés rebelles, comme on les appelle ici. Alors il y a peut être plusieurs explications au revirement de la position FPR. Il est possible aussi que ce soit une façon de gagner du temps puisque le FPR semble aussi très décidé à obtenir, à conquérir la ville.

(Q. de D. L. : Est-ce qu'on se bat toujours dans les rues de Kigali à l'heure où vous nous parlez ?)

La ville a été réveillée de nouveau par des duels d'artillerie...D'après le général Dallaire, il s'agit d'un assaut circonscrit sur certaines zones de la ville du FPR pour consolider une ou deux de ses positions. »

P : ...Il est maintenant question d'un retrait total de la Minuar. M. Boutros Boutros-Ghali ne l'a pas exclu hier.

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

«Rien n'a encore été décidé mais tout indique que le secrétaire général de l'Onu envisage à brèves échéances le retrait de tous les casques bleus du Rwanda. Dans une lettre qu'il a adressée au président en exercice du Conseil de sécurité..., il souligne qu'après l'annonce mardi de la décision belge d'évacuer ses 440 soldats, il sera extrêmement difficile aux troupes de l'Onu sur place d'accomplir leur mission. Le secrétaire général de l'Onu estime que la seule façon de maintenir des casques bleus au Rwanda serait soit que le gouvernement de Bruxelles revienne sur sa décision, soit que les casques bleus belges soient remplacés par d'autres soldats disposant d'un équipement équivalent. Sinon d'après M. Boutros-Ghali, les casques bleus devront se retirer du Rwanda. Ils sont actuellement 2 500, parmi lesquels 940 soldats du Bangladesh et 840 du Ghana. »

P : Un point sur l'enquête qui doit faire la lumière sur les circonstances de la mort du président Juvénal Habyarimana avec la thèse de l'attentat qui se confirme.

Corr. de Christophe Boisbouvier de Kigali :

«Plusieurs militaires européens et notamment les observateurs belges de la Minuar qui étaient en poste à ce moment-là à la tour de contrôle confirment que des missiles sol-air ont bien été tirés sur l'avion et que l'un deux, guidé par la chaleur des réacteurs, a fait mouche. Coup du sort. L'avion s'écrase dans les jardins de la résidence de Juvénal Habyarimana. Alors qui a commis l'attentat ? Selon certains, ce sont les extrémistes hutus qui voulaient empêcher le président d'ouvrir largement le futur gouvernement à l'opposition. Pour preuve, disent-ils, le camp de Kanombe qui abrite la Garde présidentielle n'est pas loin de l'endroit supposé d'où on était tiré les

missiles. Mais selon d'autres, ce sont les rebelles du FPR qui voulaient se débarrasser du président attentiste et prêt à reprendre d'une main ce qu'il avait donné de l'autre. La preuve, disent-ils, c'est bien au FPR que profite le crime aujourd'hui. »

532/ Afrique midi (1994 JAF 0104 C) - 14 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Peut être un espoir déçu au Rwanda. Il semble que la réunion prévue aujourd'hui entre les forces gouvernementales et le FPR soit fortement compromise. Le FPR refuse de négocier avec ceux qu'il qualifie d'assassins. Ce matin, plusieurs roquettes sont tombées sur l'aéroport de Kigali sans faire de dégâts ni de victimes. A Bruxelles, le gouvernement belge confirme qu'il va retirer ses casques bleus.

Direct avec Jean Hélène de Kigali :

«On a appris ce matin que six roquettes...sont tombées sur l'aéroport sans faire de blessés, sans faire de dégâts. A l'aéroport où il y a toujours deux avions de transport l'un belge, l'autre français...Ici, de l'hôtel des Mille Collines, on entend la canonnade du côté de l'aéroport, toujours près de cette poche de résistance du FPR. Maintenant certains tirs dans la rue, dans la ville, semblent provenir de différents endroits de la ville. Voilà ce qu'on peut savoir pour le moment sur la situation militaire. C'est assez tendu en effet. Les soldats belges qui restaient encore à l'école française ont quitté ce matin pour rejoindre les 40 Français qui sont encore à l'aéroport.

(Q. de D. le D. : On attendez pour ce matin l'ouverture de négociations...est-ce que vous avez pu obtenir des précisions à ce sujet ?)

Ce matin, les Nations unies annonçaient à New York l'ouverture de négociations, certains disaient négociations en vue d'un cessez le feu. Ici, on démentait cet objectif prématuré. On se contentait de parler de contact, de premier contact...On ne sait pas plus actuellement. A l'hôtel des Mille Collines, il y a 25, 30 journalistes qui attendent de pouvoir se rendre au lieu des négociations. Vraisemblablement, à l'hôtel Méridien ou bien à l'hôtel Amahoro, qui est le quartier général de la Minuar. Mais ces deux hôtels sont situés sur la ligne de front. Nous n'avons pas eu l'autorisation de nous rendre là-bas...Est-ce que c'est parce que les négociations n'ont pas commencé ou est-ce que c'est parce que la situation est trop chaude en ville. Difficile de savoir pour l'instant. Nous sommes dans l'attente. »

Itw de Denis Polisi, 2^{ème} vice-président du FPR, à Bruxelles (Donaig Le Du) :

«J'ai appris ce matin qu'effectivement il y avait des tirs autour de l'aéroport. Cela, il me semble, que c'était dans l'intention d'intimider les Belges d'évacuer leurs ressortissants. Je suis certain qu'il s'agit là de la Garde présidentielle...qui essaye de bloquer la situation.

(Q. de D. le D. : Est-ce que vous êtes en mesure d'affirmer que ce n'est pas le FPR qui a tiré ces roquettes ?)

Oui parce que déjà nous avons donné notre parole à la Belgique que nous ne pouvons pas entraver leur opération d'évacuation et nous nous y tenons bien.
(Q. de D. le D. : Les derniers étrangers, les belges en l'occurrence, vont quitter le Rwanda dans les prochaines heures maintenant. Quelle va être votre stratégie après ?)

Dès que les Belges quittent Kigali et l'aéroport, nous pensons lancer un assaut final pour neutraliser cette Garde présidentielle, rétablir l'ordre et ainsi inviter tous les partis d'opposition pour que nous formions un gouvernement à base élargie. »

P : Je vous livre deux informations de dernière minute que vient de nous communiquer Jean Hélène à Kigali. De source proche de l'état major de l'armée rwandaise, le FPR aurait installé une batterie de mortiers à côté de l'aéroport. D'autre part, des combats se seraient déroulés à 3km au nord de Kigali autour d'un dépôt de carburant, dont le FPR a tenté de s'emparer hier. Ce matin, les forces régulières tentaient apparemment de les repousser...

Pap. de Muriel Pomponne :

«Plusieurs représentants du FPR, dont le représentant aux Nations unies, ont réaffirmé qu'il n'était pas question de négocier avec le gouvernement de transition. Cette position le FPR la réaffirme depuis samedi que les Nations unies ont appelé une première fois à l'ouverture de négociations. En revanche, la guérilla accepte de discuter avec la Minuar, dans le but d'établir des contacts avec des opposants modérés, du style de l'ancien Premier ministre assassiné ou de celui qui aurait du prendre la tête du gouvernement à base élargie et dont on est sans nouvelles depuis le début des combats. Serait-il prêt à discuter avec des militaires non membres de la Garde présidentielle ? Là, la réponse est moins précise. Ca dépend avec qui, pas avec ceux qui ont du sang sur les mains. De l'autre côté, le commandement des FAR a lancé hier un appel au cessez le feu et s'affirme favorable à l'ouverture de négociations sous l'égide des Nations unies. Il semble qu'une partie de l'armée cherche à convaincre le FPR qu'elle n'est pas complice de la Garde présidentielle, et qu'il est toujours possible de signer un cessez le feu et d'appliquer les accords d'Arusha. En revanche, du côté du gouvernement de transition, pas de nouvelles depuis que ce gouvernement a quitté Kigali en début de semaine. »

P : ...C'est l'existence même de la Minuar qui est compromise.

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

«Le gouvernement belge est formel. La Belgique a déjà payé un lourd tribut à la cause des tentatives internationales de maintien de la paix au Rwanda. Le massacre à Kigali d'un lieutenant, d'un sergent chef et de huit caporaux à la mémoire desquels le pays connaît aujourd'hui une journée de deuil national met tragiquement en lumière l'insuffisance des moyens et du mandat des casques bleus au Rwanda...Il restera alors sur place 937 Bangladeshi et 841 Ghanéens commandés par un général de

brigade canadien, le général Dallaire. Les Belges n'étaient certes pas les plus nombreux mais ils étaient incontestablement les mieux formés et les mieux équipés...»

P : Dès hier soir, le secrétaire général des Nations unies s'était inquiété d'un éventuel retrait du contingent belge. Il estimait que leur remplacement serait difficile et que si les Belges partaient, c'était l'existence même de la Minuar qui serait remise en question...

Invité : Edith Bayrisvil, délégué du CICR qui vient d'arriver à Kigali en provenance de Bujumbura.

Itw d' Edith Bayrisvil, délégué du CICR (Jean Hélène) :

«...»

(Q. de J. H. : Donc vous pensez encore pouvoir trouver des blessés dans les quartiers populaires, scènes de terribles massacres ?)

Oui selon mes collègues qui travaillent ici. Il est clair que si nous nous mettons à chercher des blessés dans les quartiers, ce que nous n'avons pas pu faire vraiment à fond jusqu'à maintenant, il est certain que nous allons trouver de nombreux blessés dans les maisons, dans les quartiers. »

533/ Afrique soir (1994 JAF 0104 D) - 14 avril 1994

P = Yves Rocle

T = Pas de rencontre et pas de cessez le feu aujourd'hui. Les combats se poursuivent. La Belgique annonce le retrait de ses casques bleus.

Corr. de Christophe Boisbouvier de l'aéroport de Kigali :

«La ville n'est toujours pas tombée. Les FAR tiennent avec quelques blindés quelques positions importantes... Et au centre ville, elles comptent sans doute sur les barrages érigés par les civils. Bref, les rebelles du FPR n'ont pas encore remporté définitivement la partie. Ils devront sans doute acheminer des renforts et des gros moyens d'artillerie depuis le nord du pays avant de prendre la ville d'assaut, si du moins ils choisissent cette option purement militaire. Quant à l'aéroport, il sera plus facile à prendre quand les soldats belges l'auront évacué. Jeudi matin, deux salves de mortier sont tombées sur la piste juste devant l'avion qui évacuait les 50 derniers soldats français, comme si certains voulaient l'empêcher de partir. Après plusieurs heures de discussion avec les forces régulières, l'avion a finalement décollé en fin d'après-midi en lâchant quelques leurres. »

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

Diffusée à midi

P : ...Pour l'heure, la situation est extrêmement tendue à Kigali. Les massacres semblent se poursuivre, les combats aussi bien sûr. La Croix rouge annonce aujourd'hui qu'elle a perdu 30 de ses membres en une semaine.

Itw de Robert Watkins, porte-parole de la Croix rouge (Addala Benraad) :

«Nous savons pour l'instant que 30 membres de la Croix rouge rwandaise auraient été tués pendant la dernière semaine de carnage au Rwanda, dans le nord, dans le sud, partout dans le pays.

(Q. d'A. B. : Quand vous parlez de la Croix rouge rwandaise, donc ce sont exclusivement des Rwandais ?)

Ce sont exclusivement des Rwandais. On ignore les circonstances à 100% actuellement. On sait que beaucoup de volontaires de la Croix rouge rwandaise avec qui on avait travaillé dans le cadre de notre programme d'assistance au Rwanda pour les réfugiés burundais ont disparu. Trente c'est le chiffre qu'on a retenu jusqu'à présent mais il y a beaucoup d'informations qui nous font penser que peut être le chiffre sera plus élevé que ça.

(Q. d'A. B. : Et vous travaillez avec à peu près combien de personnes au Rwanda ?)

On avait une centaine d'employés locaux qui étaient des membres de la Croix rouge. »

P : Je vous propose d'écouter maintenant le témoignage de Monique Mujawa Maria, la responsable rwandaise de la ligue des droits de l'homme. Elle a échappé aux massacres. Elle a réussi à fuir après s'être cachée notamment dans un faux plafond. Elle est aujourd'hui à Bruxelles.

Itw de Monique Mujawa Maria, responsable rwandaise de la ligue des droits de l'homme (Anne Marie Mouradian) :

«Dans un rayon de 50 mètres de ma maison, il y avait plus de 200 cadavres. Dans mon quartier seulement. Quand j'ai vu mon dernier voisin tué, j'ai essayé de me cacher dans un buisson et du buisson je me suis cachée dans mon plafond, à peu près 40 heures sans bouger. Et après je suis descendue une fois pour répondre au téléphone. J'ai dû promettre beaucoup d'argent aux militaires qui m'ont amenée jusqu'au Mille Collines. Je leur ai donné plus de 100 000 francs. Ils m'ont pris tout ce que j'avais de précieux dans mon sac à main. Des Mille Collines, je n'avais qu'un pagne sur moi, des savates que je portais sur les pieds, c'est tout. Des Mille Collines à l'endroit où les Belges m'ont évacuée, j'ai été transporté par un religieux canadien qui était resté pour aider les gens. Il a dû affronter le barrage d'un militaire soûl, complètement soûl mais qui, pour ma chance, l'a reconnu et lui a permis de passer.

(Q. d'A. B. : Est-ce que vous avez une idée de qui a manipulé ces carnages ?)

C'est la radio RTLM avec le régime du président Habyarimana parce que la RTLM a semé la haine dans le cœur des Rwandais tous les jours, tous les jours, en leur assurant l'impunité et en leur mentant sur tous les points de vue. C'était une campagne ourdie, orchestrée par l'entourage du président Habyarimana. »

P : ...On apprend par exemple aujourd'hui que deux ministres de l'ancien gouvernement de transition ont trouvé refuge au Zaïre.

- Journaux Afrique du 15 avril 94 (1994 JAF 0105)

534/ Afrique matin (1994 JAF 0105 A)

P = Danielle Lefèvre

T = ...Les combats se poursuivent. Les Nations unies discutent de l'avenir de la Minuar.

P : ...Pas plus tard qu'hier soir, la radio du FPR a averti que les troupes et avions étrangers qui pénétreraient désormais au Rwanda risquaient d'être considérés comme hostiles. Une situation qui est tout de même loin de se décanter qui aurait même tendance à se figer. Chose vue sur le front, entre guillemets, dans la capitale rwandaise par l'un de nos envoyés spéciaux.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

«Le boulevard de l'Umuganda est devenue une véritable ligne de front. A deux cent mètres de l'aéroport, contrôlé par les FAR, le premier barrage du FPR et de là, du bas côté gauche du boulevard court une très longue tranchée où s'abritent plusieurs dizaines de combattants du FPR qui ont placé à intervalles réguliers des mitrailleuses lourdes en position de tir. Même escorté par des véhicules des Nations unies, il ne faut pas s'attarder ici, car les balles sifflent parfois autour de vous... A l'hôtel Méridien, le FPR interdit aux occupants, les observateurs militaires de l'Onu et quelques dizaines de réfugiés de s'approcher des fenêtres et encore moins de prendre des photos. Cette zone n'est pas exempte de massacres ethniques. Dans un fossé en contrebas, on aperçoit cinq cadavres. C'est un combattant FPR qui vient de les abattre, affirme un des témoins de la scène, en précisant, il s'agissait probablement de Hutus. »

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

«Le dossier est désormais sur le bureau du Conseil de sécurité. Deux hypothèses sont envisagées. Soit les Nations unies plient carrément bagage en ne maintenant au

Rwanda qu'une antenne symbolique d'une trentaine de personnes, c'est la position défendue par M. Boutros Boutros-Ghali. Soit deux bataillons de casques bleus demeureront au Rwanda où ils seront concentrés à l'aéroport de Kigali mais cela à la condition qu'un accord de cessez le feu soit trouvé entre les parties rwandaises, ce qui paraît aujourd'hui assez difficile. On s'oriente donc vers le retrait total des casques bleus. La décision finale sera prise dans les jours qui viennent par les quinze membres du Conseil de sécurité. »

P : Sur place, les esprits sont loin de se calmer. Les massacres continuent. Le reportage de Jean Hélène nous l'a montré. Une autre preuve, ces miliciens armés qui hier en présence de militaires n'ont pas hésité à achever six blessés, des volontaires de la Croix rouge rwandaise évacués vers l'hôpital de campagne installé la veille par le CICR.

Itw de Robert Watkins, porte-parole de la Croix rouge (Addala Benraad) :
Diffusée la veille au soir

Extrait diffusé :

« On sait que beaucoup de volontaires de la Croix rouge rwandaise avec qui on avait travaillé dans le cadre de notre programme d'assistance au Rwanda pour les réfugiés burundais ont disparu. Trente c'est le chiffre qu'on a retenu jusqu'à présent mais il y a beaucoup d'informations qui nous font penser que ce chiffre sera plus élevé que ça.

(Q. d'A. B. : Et vous travaillez avec à peu près combien de personnes au Rwanda ?)

On avait une centaine d'employés locaux qui étaient des membres de la Croix rouge.

(Q. d'A. B. : Vous pensez, vous espérez en trouver encore qui seraient vivants ?)

Bon, nous savons qu'une trentaine de volontaires de la Croix rouge rwandaise sont déjà arrivés à la frontière tanzanienne. Nous avons dépêché un groupe de délégués...pour faciliter leur entrée en Tanzanie... »

535/ Afrique midi (1994 JAF 0105 B) - 15 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Les combats continuent à Kigali après l'échec hier d'une tentative de dialogue entre les forces gouvernementales et le FP. On s'achemine désormais vers une guerre de tranchées. Les derniers contingents étrangers sont en train de quitter le pays et la population vit plus que jamais dans la crainte de nouveaux massacres.

P : Très peu d'informations précises sur la situation au Rwanda ce matin. Au fur et à mesure du départ des étrangers, les communications deviennent de plus en plus difficiles...Sur les antennes de Radio Rwanda, le gouvernement intérimaire appelait la population à se coaliser contre le FP...

Corr. de Christophe Boisbouvier de Nairobi (où il vient d'arriver avec les militaires belges) :

(Q. de D. le D. : Comment se sont passées ces dernières heures et ce voyage vers le Kenya ?)

La dernière journée d'évacuation est en cours mais elle est loin d'être terminée d'autant qu'il y avait une certaine tension sur l'aéroport de Kigali quand je l'ai quitté il y a deux heures environ. La matinée a été marquée par des incidents... Il semble que comme hier, les FAR, qui sont déployées tout autour de l'aéroport, ne soient pas du tout contentes de voir partir les franco-belges, qui de facto les protègent en restant autour de l'aéroport. D'où sans doute les tirs de mortier hier sur l'aire de stationnement où le dernier avion français allait partir. Et ce matin, la tension entre FAR et Belges. Normalement, cela dit, si tout se passe bien, d'ici ce soir, 17 avions belges devraient avoir décoller de Kigali pour évacuer les dernières forces belges. »

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

Diffusée le matin

P : Aujourd'hui, c'est un véritable drame qui est en train de se nouer dans les hôtels où se pressent des dizaines de réfugiés. A l'hôtel des Mille Collines, en particulier, des hommes, des femmes et des enfants des deux ethnies, qui ne savent plus comment échapper au massacre.

Pap. de Muriel Pomponne :

« Il n'y a plus d'étrangers dans cet hôtel qui est devenu le dernier lieu de refuge d'au moins 300 personnes, toutes ethnies confondues. D'autres réfugiés continuent à affluer. Un officier de l'armée rwandaise à l'entrée fait le tri. Nous avons joint cet hôtel par téléphone. Les réfugiés se sentent menacés, d'autant qu'une certaine suspicion est apparue, et craignent que des miliciens fidèles de l'ancien régime se soient infiltrés dans cet hôtel. Depuis 13h, les ascenseurs sont bloqués. Les réfugiés, que nous avons joints, demandent de toute urgence à être évacués. D'autres habitants de Kigali, réfugiés à l'Eglise Sainte Famille et au centre protestant, proche de l'hôtel, n'attendent plus. Ils ont été massacrés cette nuit. Selon la coopération suisse, il y a une vingtaine de personnes terrorisées réfugiées à l'ambassade de Suisse, où une expatriée suisse est restée, refusant de les abandonner. Les casques bleus reçoivent des appels au secours de tous les hôtels. En ce moment même, un convoi encadré par la Minuar se dirige vers l'aéroport. Mais la Minuar est débordée. Interrogé sur ce que la communauté internationale peut faire pour sauver ces réfugiés, un membre de la Minuar a répondu : « Il faut que des pays comme la France, qui a des relations avec l'armée rwandaise, fasse pression pour tenter de stopper les massacres de civils. »

P : ... Hier des hommes armés ont achevé six blessés que la Croix rouge évacuait vers l'un de ses hôpitaux de campagne. A tel point que le CICR a été obligé de cesser ses opérations d'évacuation. L'organisation se concentre désormais sur les soins aux blessés qui se trouvent déjà dans les hôpitaux.

536/ Afrique soir (1994 JAF 0105 C) - 15 avril 1994

P = Yves Rocle

T = Premiers pourparlers directs aujourd'hui entre l'armée et le FP. Aucune trêve n'a été signée mais les combats semblent se calmer à Kigali... Le dernier avion belge a du quitter Kigali cet après-midi. Le Conseil de sécurité devrait décider ce soir de l'avenir de la Minuar.

P : ... Les discussions ont duré environ une heure. Elles doivent reprendre demain. Pour l'instant, aucun accord n'a été conclu...

Itw du colonel Marchal, commandant des casques bleus (Thierry Perret) :

« Il y a une certaine stabilisation si on peut l'appeler comme ça... Il y a une diminution sensible des combats, pour ne pas dire pour le moment un arrêt total... On peut espérer que cela se stabilise du jour au lendemain mais, bon, je suis assez sceptique à l'heure actuelle... »

(Q. de T. P. : Est-ce qu'on a le sentiment à Kigali que le FPR peut prendre la ville ?)
Le FPR a marché au nord de la ville... Pour procéder à une emprise totale de la ville, il est vraisemblable que le FPR va devoir utiliser des gros moyens. »

Corr. de Christophe Boisbouvier de Nairobi :

« Les FAR ont tenté aujourd'hui deux coups de poker pour bloquer les Belges sur l'aéroport de Kigali et les garder comme bouclier face aux rebelles... Second coup de poker, elles ont tiré du mortier sur la piste devant les avions belges qui s'apprêtaient à décoller. Là aussi, le commandement belge n'a pas cédé. Il a fait prendre au pilote le risque de décoller. Ce soir, les Belges espèrent avoir évacué l'ensemble de leur détachement. Désormais les FAR vont se retrouver face à face avec les rebelles qui décidément leur font très peur. »

Itw de Boutros Boutros-Ghali de Madrid (J.H. Armengault) :
« Le premier point, c'est que nous sommes d'accord avec le gouvernement belge pour ce retrait. Second point, est-ce que nous arriverons à remplacer les casques bleus belges par d'autres casques ? C'est une décision qui doit être prise dans les prochaines heures par le Conseil de sécurité. Troisième point, le Conseil de sécurité décidera si nous devons continuer à garder une présence militaire sur les lieux. Et

quatrième point, je voudrais affirmer que nous continuons à agir au point de vue diplomatique pour essayer d'obtenir un cessez le feu entre les belligérants, pour essayer de trouver une nouvelle formule qui soit basée sur l'accord d'Arusha. Et même si les deux parties acceptent de négocier sur la base de l'accord d'Arusha, de négocier sur la base de l'accord d'Arusha. »

P : ...La grande crainte de la population rwandaise maintenant que les étrangers sont partis, c'est bien sûr que la violence se déchaîne et que les massacres redoublent. De nombreux bâtiments à Kigali et notamment les hôtels se sont transformés en véritables camps de réfugiés. Témoignage d'une femme dont on ne donnera pas le nom pour des raisons évidentes. Catherine Ninin l'a jointe dans un grand hôtel de la capitale rwandaise.

Itw d'une réfugiée dans un grand hôtel de Kigali (Catherine Ninin) :

«On est entre trois et quatre cents. Toutes les trente minutes, il y a des gens qui arrivent.

(Q. de C. N. : Et que veulent ces personnes ? Elles veulent quitter le pays ?)

La majorité veut.

(Q. de C. N. : Est-ce que vous avez des contacts avec la Minuar ?)

Oui, on a des contacts. Il y en a qui partent et qui reviennent. Il y en a quelques uns.

(Q. de C. N. : Qu'est-ce qui se passe à l'heure actuelle dans la ville ? Est-ce qu'il y a des tirs ?)

Il y a toujours des tirs mais on ne sait pas très bien où ça se passe. Il y a encore des massacres, ils disent qu'il y a de plus en plus de massacres. Des réfugiés qui essaient de monter vers le centre ville.

(Q. de C. N. : Il y aurait encore beaucoup de personnes qui essaieraient de rejoindre les hôtels ?)

Oui, quand même. Toutes les 45 minutes, il y a des gens qui arrivent.

(Q. de C. N. : Et dans quel état sont-ils ?)

Il y en a qui panique mais tout le monde garde le calme. On attend une aide qui viendra dont on ne sait pas où, peut être dans deux jours. Je vous remercie. »

P : Un véritable appel au secours. Il faut dire que les témoignages tous plus atroces les uns que les autres se multiplient. Les massacres se poursuivent. La nuit dernière, ce sont des personnes qui avaient trouvé refuge dans une église de Kigali qui ont été systématiquement éliminées. Autre exemple, le journal espagnol « El Pais » rapporte que 1 180 Tutsis réfugiés dans une église à 40 km à l'est de Kigali ont été tour à tour tués à l'arme blanche mercredi dernier. La liste serait trop longue pour faire état de tous les témoignages de ce type qui nous parviennent. Et face à ce bain de sang, un homme a réagi aujourd'hui. Il nous a demandé de diffuser un appel, il s'agit de Frédéric Mayor, le directeur général de l'Unesco.

Irw de Frédéricico Mayor, directeur général de l'Unesco :
«Devant l'effroyable qui se produit aujourd'hui au Rwanda, un seul mot s'impose. Epargner la vie. La vie qui est notre seul espoir... La mort est la seule chose irrémédiable... Arrêter donc. Arrêter. Oui, je m'adresse directement à ceux qui au Rwanda aveuglés par le sang de leurs blessures anciennes ou récentes tuent, détruisent et tuent encore... »

- Journaux Afrique du 16 avril 94 (1994 JAF 0106)

537/ Afrique matin (1994 JAF 0106 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Premier contact sous l'égide de l'Onu entre le FPR et des officiers représentant le gouvernement. Sur le terrain, une relative accalmie dans les combats. Et toujours des témoignages sur les massacres qui se poursuivent. Le Conseil de sécurité divise n'a toujours pas pris de décision sur l'avenir de la Minuar.

Irw du colonel Marchal (Thierry Perret) :

Diffusée la veille au soir

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :
« En fait, il s'agit d'un constat de désaccord entre les membres du Conseil de sécurité. Le communiqué publié par le Conseil évite soigneusement de prendre position... Le Conseil de sécurité se contente d'une déclaration d'intention... puisqu'elle désigne le cessez le feu comme une priorité immédiate. En fait, les quinze membres n'ont pas réussi à se mettre d'accord... Les pays non alignés souhaitaient la maintien des casques bleus malgré le départ des soldats belges. Mais les Américains souhaitaient au contraire le départ des forces de l'Onu... »

P : Dans le pays, côté règlements de compte Hutu-Tutsi, c'est toujours l'escalade dans l'horreur. Selon le journal espagnol « El Pais », plus d'un millier de Tutsis ont été ainsi massacrés mercredi dernier par des combattants hutus. Le FPR a lancé un appel aux organisations humanitaires pour qu'elles viennent en aide aux réfugiés qui affluent dans les zones qu'il contrôle...

Irw de M. Etcheberry, directeur adjoint de MSF (Addala Benraad) :

«...»

(Q. de C. N. : D'après vos dernières informations, quel est le climat en ce moment ?)

C'est un climat extrêmement tendu. Il y a une guerre importante qui se déroule. Beaucoup de gens sont paniqués et veulent partir. Et bien sûr, il y a des barrages dans les rues... Ce qui sera extrêmement difficile vu la masse de blessés. Enfin bref, c'est une situation très paniquante, c'est très, très inquiétant.»

538/ Afrique midi (1994 JAF 0106 B) - 16 avril 1994

P = Pascal Gautier

T = ... Les contacts auraient déjà eu lieu selon les Nations unies mais le FPR dément. La Croix rouge essaye pour sa part d'enrayer les violences contre les civils. Elle demande aux milices de ne pas s'en prendre aux ambulances et à leurs occupants.

Itw de Philippe Gaillard, délégué du CICR au Rwanda (Ghislaine Dupont) :

« J'espère que ce message sera entendu par les milices qui se trouvent aux barrages... De manière à ce qu'on mette un tout petit peu, un tout petit peu d'humanité dans ce Rwanda. Ce matin encore, des personnes apeurées ont cherché à venir se réfugier dans notre hôpital. Ils ont été abattus par des éléments armés... On cherche visiblement à ne même plus faire de blessés. On a des témoignages sur certains quartiers de Kigali, où on achève carrément les blessés. »

P : On parle également d'un massacre à Gikoro, à une quarantaine de kilomètres de Kigali. Selon des informations non confirmées, un millier de Tutsis ont été massacrés dans une église...

Pap. de Dominique de Courcelles :

« Ce n'est pas simple. Toutes les sources sauf une, et de taille puisqu'il s'agit du FPR, sinon tout le monde confirme bien qu'il y a eu une réunion hier soir et ce matin à l'hôtel Méridien en secteur contrôlé par les rebelles. Une réunion sous l'égide de la Minuar entre les FAR et le FPR. Cette information est donnée par la Minuar, l'état major rwandais et par la Croix rouge internationale... Cela étant, contacté tout à l'heure à Bruxelles, le 2^{ème} vice-président du FPR, Denis Polisi, dément totalement et formellement l'existence de la moindre négociation, du moindre contact avec les FAR... Il réitère que l'unique but du FPR aujourd'hui est de prendre Kigali et de rétablir l'ordre. »

Suite de l'itw de Philippe Gaillard, délégué du CICR au Rwanda (Ghislaine Dupont) :

« Ce que je viens de faire comme démarche, et je ne vois pas ce que je pourrai faire de plus en terme diplomatique, c'est de téléphoner au général Dallaire, qui est l'intermédiaire entre les deux parties, pour lui demander de proposer aux deux

partes de m'inviter cinq minutes à la table des négociations pour que je leur fasse un topo du désastre humanitaire que vit actuellement le Rwanda et leur jeter à la figure les conventions de Genève... S'il n'y a pas de mesure politique prise, ça ne sert à rien de vouloir essayer de faire de l'humanitaire au Rwanda. »

P : La Minuar outre son rôle de médiateur tente de faire ce qu'elle peut pour protéger les civils. Plusieurs milliers d'entre eux se sont regroupés sous sa protection à Kigali.

Itw de Mokhtar Gueye, porte-parole de l'émissaire des Nations unies au Rwanda

(Jean Hélène) :

«... Nous avons sous notre protection près de 12 000 personnes, qui ont obtenu refuge auprès du bataillon bengalais et aussi à l'hôpital Fayçal de Kigali, où des médecins militaires de la Minuar officient. Ces problèmes vont être d'une ampleur considérable. Il y a des milliers et des milliers de gens qui ont fui leur domicile depuis huit jours de combats. La Minuar n'était malheureusement pas préparée pour cela. La Minuar n'est pas équipée. Ces personnes manquent de tout... Nous avons déjà des cas de dysenterie... Nous attendons incessamment la reprise des vols humanitaires... »

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

Diffusée le matin

P : En France, la Ligue des droits de l'homme a demandé une intervention internationale sous l'égide de l'Onu. Ceci pour appliquer les accords d'Arusha et pour que soit mis en place l'Etat démocratique souhaité par le peuple rwandais. La ligue ajoute encore que la cause essentielle des troubles, c'est la dictature.

Invité : Frédéricico Mayor, directeur général de l'Unesco.

Itw de Frédéricico Mayor, directeur général de l'Unesco (Assane Diop) :

«Devant l'effroyable qui se produit aujourd'hui au Rwanda, un seul mot s'impose. Epargner la vie. La vie qui est notre seul espoir... La mort est la seule chose irrémédiable... Arrêter donc. Arrêter. Oui, je m'adresse directement à ceux qui au Rwanda aveuglés par le sang de leurs blessures anciennes ou récentes tuent, détruisent et tuent encore... »

(Q. de A. D. : Vous faites référence dans cet appel émanant de cette résolution

internationale pour qu'il n'y ait plus de génocide, plus de massacres. Résolution adoptée par les pays membres des Nations unies. Je rappelle que l'Unesco est l'un des pôles des Nations unies.)

C'est pour cela que je fais cet appel à la vie... A la conférence internationale sur la protection des victimes de la guerre fin août 1993, les Etats se sont engagés à coopérer avec les Nations unies pour assurer respect plein et entier du droit

international humanitaire en cas de génocide et d'autres violations graves de la dignité humaine.

(Q. de A. D. : Vous invitez les pays du monde entier qui jouissent de la paix et de la liberté à tout mettre en oeuvre pour que cesse le drame rwandais.)

...Nous sommes tous engagés à éviter le génocide. Nous avons encore la honte collective de ce qui s'est passé au Cambodge... »

P : ... Frédéric Mayor lançait donc un appel pour que cessent les tueries au Rwanda.

539/ Afrique soir (1994 JAF 0106 C) - 16 avril 1994

P = Yves Rocle

T = L'armée et le FPR posent leurs conditions avant l'éventuelle ouverture de négociations. Pendant ce temps, les massacres et les combats continuent. Le ministre belge des Affaires étrangères annonce même que les FAR s'apprêteraient à attaquer l'aéroport de Kigali.

Pap. de Dominique de Courcelles :

« La seule rencontre certaine, ou tout du moins contact direct ou indirect, a eu lieu hier soir à l'hôtel Méridien et s'est soldée par un échange de documents qui consistent chacun en une longue liste de revendications. Pour le FPR, il s'agit de préconditions à une éventuelle rencontre de discussions de cessez le feu. Un intitulé donc très prudent. L'armée de son côté a dressé la liste des mécanismes à mettre en place pour le retour de la paix... Le FPR pose quatre conditions préalables à un cessez le feu : l'arrêt des massacres, la constitution de patrouilles conjointes, la dissolution de la Garde présidentielle, qui est selon lui la responsable n°1 des massacres, et enfin la démission du gouvernement et du président auto-proclamé. Un clique de meurtriers selon le FPR et avec qui il est exclu de négocier. L'armée ne fait aucune allusion ni à la Garde présidentielle, ni au gouvernement. On constate que le gouvernement n'est pas du tout associé à ces premiers contacts... L'armée se dit prête à rechercher et à neutraliser les militaires égarés qui se sont livrés à des exactions. Même si elle les traite d'égarés, elle reconnaît avoir des responsables de massacres en son sein. Enfin, autre point plutôt positif : elle voudrait des rencontres fréquentes entre elle-même et le FPR... L'armée demande l'arrêt des combats, la création de patrouilles préventives... mais non mixtes et l'arrêt des opérations punitives du FPR. Les listes sont très longues et le rapprochement des points de vue peut vraiment encore prendre beaucoup de temps. »

P : La radio nationale accuse aujourd'hui l'Ouganda d'aider le FPR...

Irw de Willy Klaes, ministre belge des Affaires étrangères :
 «Le chaos augmente de minute en minute à Kigali et dans le reste du pays... Le climat anti belge fait depuis plusieurs jours courir des risques supplémentaire aux casques bleus. Nous disposons même de données de bonne source suivant lesquelles les FAR se préparent à attaquer directement les casques bleus belges dès que les paras belges seront partis. »

Irw de Philippe Gaillard, délégué du CICR au Rwanda (Ghislaine Dupont) :
 « Hier après-midi, nous avons eu une réunion à la préfecture de Kigali. Et je crois que le message que l'on a voulu faire passer a été entendu par ces responsables de partis. Le message est le suivant. C'est de faire comprendre à leurs adhérents, à leurs milices qu'elles fassent preuve de retenue. Des communiqués qui passent régulièrement sur les deux radios principales de Kigali qui font passer ce message. J'espère que ce message sera entendu par les milices aux barrières. De manière à ce qu'on mette un tout petit peu, un tout petit peu d'humanité dans ce Rwanda. Ce matin encore, des personnes apeurées ont cherché à venir se réfugier dans notre hôpital. Ils ont été abattus par des éléments armés... On cherche visiblement à ne même plus faire de blessés. On a des témoignages sur certains quartiers de Kigali, où on achève carrément les blessés. »

Pap. de Ghislaine Dupont :
 « Environ 20 000 personnes ont déjà fui le Rwanda pour se réfugier dans les quatre pays voisins, pour l'essentiel des Tutsis qui sont la cible des massacres commis par les militaires... Un porte-parole des Nations unies affirme que les gardes frontaliers rwandais bloquent désormais l'accès au territoire zairois... »

Reportage de Jean Hélène de Kigali :
 « Il y a trois ans et demi, le pape Jean Paul II célébrait une messe ici même dans ce stade Amahoro... Aujourd'hui, les gradins sont vides et en bas sur la pelouse et dans les salles qui bordent la piste d'athlétisme campent plus de 5 000 personnes. Terrorisées par les combats et les massacres, elles ont trouvé refuge dans ce stade...
Jean Bosco Nirimana, aujourd'hui infirmier volontaire :
 Y avait des obus partout, les maisons ça sautait, la population s'est enfuie. (Q. de J. H. : Ca c'est à cause de la guerre, des bruits de guerre. C'est pas parce que vous aviez peur de votre voisin par exemple ou des milices ?)
 Si. Il y a eu des cas de blessés [17 secondes de blanc sur la bande]
Jean Hélène :
 Les casques bleus du Bangladesh, cantonnés dans le stade, qui n'étaient pas préparés à cela...
Sergent Mofet (?), interprète dans l'armée bengalaise :
 ... Il y avait du désespoir, il y avait des blessés... Il y a des gens qui sont arrivés en toute panique sans amener quelque chose... Ici, il n'y avait pas de sanitaires... »

Jean Hélène :

Les hommes de la Minuar assistent près de 12 000 déplacés à Kigali. Mais la méfiance est si forte aujourd'hui. Méfiance ethnique entre Hutu et Tutsi, méfiance politique entre partisans et adversaires du régime, que les Casques bleus sont parfois dans l'impossibilité de porter secours à ceux qui attendent une protection.

Mokhtar Gueye, porte -parole de M. Boutros-Ghali au Rwanda :

La situation n'est pas uniforme. Dans certains endroits de la ville, nous avons une coopération assez exemplaire avec les forces gouvernementales ou celles qui se présentent comme telles. Dans d'autres, pas du tout. Nous essayons de les convaincre que notre rôle reste le même, un rôle de médiateur, un rôle neutre...pour les convaincre d'épargner ces civils qui n'ont rien à voir dans ce conflit.

(Q. de J. H. : Est-ce qu'il y a des cas où la foule ou des miliciens ou l'armée vous empêchent de porter secours à des réfugiés ?)

Plusieurs fois...On nous a même menacés...Notre mandat n'est pas de les forcer parce que justement nous n'avons pas les moyens de le faire.

Jean Hélène :

Comme au Burundi voisin, il y a cinq mois, l'assassinat du président a provoqué une telle flambée de haine ethnique au Rwanda qu'il faudra sans doute plusieurs années avant que les deux communautés du pays ne puissent à nouveau cohabiter en confiance. »

- Journaux Afrique du 17 avril 94 (1994 JAF 0107)

540/ Afrique matin (1994 JAF 0107 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Pas de nouvelle rencontre entre le FPR et l'armée...L'avenir de la Garde présidentielle et du gouvernement au cœur du problème...

Pap. de Dominique de Courcelles :

Diffusé la veille au soir

Extrait diffusé :

« Le FPR pose quatre conditions préalables à un cessez le feu : l'arrêt des massacres, la constitution de patrouilles conjointes, la dissolution de la Garde présidentielle, qui est selon lui la responsable n°1 des massacres, et enfin la démission du gouvernement et du président auto-proclamé. Un clique de meurtriers selon le FPR et avec qui il est exclu de négocier. L'armée ne fait aucune allusion ni à la Garde présidentielle, ni au gouvernement. On constate que le gouvernement n'est pas du tout associé à ces premiers contacts... L'armée se dit prête à rechercher et à neutraliser les militaires égarés qui se sont livrés à des exactions. Même si elle les traite d'égarés, elle reconnaît avoir des responsables de massacres en son sein. Enfin, autre point plutôt positif : elle voudrait des rencontres fréquentes entre elle-même et

le FPR... L'armée demande l'arrêt des combats, la création de patrouilles préventives... mais non mixtes et l'arrêt des opérations punitives du FPR. Les listes sont très longues et le rapprochement des points de vue peut vraiment encore prendre beaucoup de temps. »

P : Sur le plan humain, la situation reste toujours insoutenable. Beaucoup redoutent que le départ des dernières troupes étrangères ne donne le signal d'une nouvelle série de massacres. Les réglemens de compte de ces derniers jours ont fait des milliers de morts mais ils ont donné lieu aussi à des déplacements de population... mais il y a aussi tous ceux qui errent dans la ville à la recherche d'un havre de paix relatif.

Reportage de Jean Hélène de Kigali :

Diffusé la veille au soir

Extrait diffusé (toutes les interviews ont été enlevées) :

« Il y a trois ans et demi, le pape Jean Paul II célébrait une messe ici même dans ce stade Amahoro... Aujourd'hui, les gradins sont vides et en bas sur la pelouse et dans les salles qui bordent la piste d'athlétisme campent plus de 5 000 personnes. Terrorisées par les combats et les massacres, elles ont trouvé refuge dans ce stade. Les casques bleus du Bangladesh, cantonnés dans le stade, qui n'étaient pas préparés à cela... »

Les hommes de la Minuar assistent près de 12 000 déplacés à Kigali. Mais la méfiance est si forte aujourd'hui. Méfiance ethnique entre Hutu et Tutsi, méfiance politique entre partisans et adversaires du régime, que les Casques bleus sont parfois dans l'impossibilité de porter secours à ceux qui attendent une protection. Comme au Burundi voisin, il y a cinq mois, l'assassinat du président a provoqué une telle flambée de haine ethnique au Rwanda qu'il faudra sans doute plusieurs années avant que les deux communautés du pays ne puissent à nouveau cohabiter en confiance. »

541/ Afrique midi (1994 JAF 0107 B) - 17 avril 1994

P = Pascal Gauthier

P : C'est l'immobilisme au Rwanda dans la capitale et en province. Les civils quand ils n'ont pas les moyens de fuir continuent de se cacher par crainte de massacres. Mais sur le plan militaire, c'est le statu quo...

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« ...Les combats semblent s'enliser et cet équilibre des deux armées adversaires ne sera rompu qu'avec l'arrivée de renforts dans l'un ou l'autre camp...Quant aux renforts du FPR, difficile de savoir combien ont réussi à s'infiltrer à Kigali puisqu'il leur faut traverser par petits groupes un pays en majorité hutu, hostile aux Tutsi du FPR. »

Pap. de Dominique de Courcelles :

« Il n'y a pas eu de rencontre ce matin...Le FPR refuse toujours la moindre négociation avec la Garde présidentielle, l'armée et le gouvernement, responsables selon lui de tous les massacres...Selon une première réaction du FPR à Bruxelles, ce document, sans en-tête et manuscrit, fait très peu sérieux. Il n'avait d'ailleurs pas été rendu public hier par la Minuar. Un gros doute donc sur son côté officiel... »

542/ Afrique soir (1994 JAF 0107 C) - 17 avril 1994

P = Yves Rocle

P : ...Les combats se sont même intensifiés. Ils ont même gagné le centre de Kigali.

Pap. de Dominique de Courcelles :

«...La Minuar a fait état de combats intenses à l'arme légère et aux obus pendant deux heures. Retranché dans le bâtiment de l'ancien Parlement, qui domine l'est de la ville, les dirigeants du FPR ont réitéré aux quelques journalistes présents qu'ils étaient toujours bien décidé à prendre la ville si les massacres ne s'arrêtaient pas...D'après le chef des opérations militaires de la Minuar, le moment où le FPR prendra Kigali n'est pas loin. A signaler enfin que le FPR a bombardé aujourd'hui la radio libre pro-gouvernementale des Mille Collines, l'accusant d'appeler au meurtre. Après avoir demandé en vain sa fermeture, il l'a réduite au silence ce matin... Le FPR a bien redit qu'il n'y aurait pas de rencontre avec les forces armées tant que celles-ci n'auraient pas répondu aux pré-conditions posées pour une trêve. Or, il semble selon la Minuar que l'état major aurait accepté en tout cas deux des quatre points exigés par le FPR : celui de la constitution de patrouilles mixtes ainsi que le principe d'une enquête judiciaire sur les massacres de ces derniers jours ... Par ailleurs, la nomination aujourd'hui d'un nouveau chef d'état major, Augustin Bizimungu, ne va pas faciliter la suite des opérations. C'est un extrémiste, a déclaré le FPR...La Minuar ne baisse pas pour autant les bras. Elle continue ses discussions séparément avec les deux parties pour tenter d'organiser une rencontre. »